

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE

TERMINÉE LE 30 JUIN 2016

TABLE DES MATIÈRES

Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
Analyse budgétaire.....	3
Analyse du risque.....	4
Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	4
Utilisation des crédits parlementaires.....	4
Déclaration de responsabilité de la direction.....	5
État de la situation financière.....	6
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	7
État de la variation des actifs financiers nets.....	8
État des flux de trésorerie.....	9
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	10

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE

POUR LES TROIS MOIS SE TERMINANT LE 30 JUIN 2016

Analyse des résultats d'une année à l'autre

Il y a eu un déficit de 1,9 million de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 2016-2017 (avril à juin 2016), comparativement à un excédent de 2,9 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Le déficit du premier trimestre est principalement attribuable à l'échéancier des versements des crédits parlementaires.

Les revenus ont diminué de 0,1 million de dollars, ou 2%, au cours du premier trimestre, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats selon les principales catégories de revenus sont les suivantes:

- Les opérations de location et servitudes ont diminué de 0,1 million de dollars, ou 2%, pour atteindre 5,9 millions de dollars.
- Les frais d'accès aux usagers ont été légèrement plus élevés pour atteindre 0,5 million de dollars.
- La sous-location du siège-social a diminué de 0,1 million de dollars, ou 12%, pour atteindre 0,5 million de dollars.
- Les revenus d'intérêts ont été légèrement inférieurs pour atteindre 0,4 million de dollars.
- Les recouvrements ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 62%, pour atteindre 0,7 million de dollars.
- Il n'y a eu aucune commandite monétaire au cours du premier trimestre, en baisse de 0,1 million de dollars.

Les charges ont augmenté de 0,9 million de dollars, ou 3%, au cours du premier trimestre, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants:

- L'intendance et protection de la capitale ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou 6%, pour atteindre 20,1 millions de dollars. L'augmentation étant principalement dûe aux projets de commémorations.
- La planification de la capitale a diminué de 0,2 million de dollars, ou 17%, pour atteindre 0,8 million de dollars.
- Les services internes ont diminué de 0,1 million de dollars, ou 1%, pour atteindre 7,7 millions de dollars.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a diminué de 3,8 millions de dollars, ou 17%, au cours du premier trimestre, comparativement à la même période l'an dernier. La CCN prévoit faire des demandes de financement par l'entremise du processus du budget supplémentaire de dépenses plus tard au courant de l'année financière. Les résultats pour les principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants:

- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 2,3 millions de dollars, ou 14%, pour atteindre 14,5 millions de dollars.
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont diminué de 1,5 million de dollars, ou 27%, pour atteindre 4,1 millions de dollars.

Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2016-2017 comprend des éléments exceptionnels tels que les recouvrements pour la construction de commémorations (7,3 millions de dollars) et des gains nets sur cession d'immobilisations corporelles (11,5 millions de dollars), qui ne se sont pas matérialisés au cours du premier trimestre. Dans l'ensemble, les autres catégories de revenus totalisant 8,2 millions de dollars ont suivi la même tendance que le budget de 31,0 millions de dollars, ayant atteint 26% du budget au 30 juin 2016.

La CCN a reçu 18,6 millions de dollars, ou 21% du financement budgétisé pour les crédits parlementaires au cours du premier trimestre.

Dans l'ensemble, les charges totalisant 28,6 millions de dollars ont suivi la même tendance que le budget de 130,1 millions de dollars, ayant atteint 22% du budget au 30 juin 2016.

Les dépenses pour l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles ont suivi la même tendance que le budget de 48,2 millions de dollars puisque les engagements totalisent 27,2 millions de dollars pour le premier trimestre, y compris les dépenses de 3,5 millions de dollars, représentant 56% du budget. Aucune acquisition de biens immobiliers corporels n'a été conclue au cours du premier trimestre.

Analyse du risque

Aucun nouveau risque significatif d'entreprise n'a été identifié au cours du premier trimestre de l'exercice 2016-2017.

Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Au cours du premier trimestre 2016-2017, le Directeur général de l'Aménagement de la Capitale a annoncé sa démission, effectif le 30 juin 2016. Le processus de recrutement d'un remplaçant est en cours.

Au cours du premier trimestre 2016-2017, la CCN a mis en œuvre avec succès un nouveau système financier, qui est devenu opérationnel le 1^{er} juillet 2016.

Aucun autre changement important n'est survenu lors du trimestre terminé le 30 juin 2016 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement et ses revenus d'un certain nombre de différentes sources : crédits parlementaires, opérations de location et servitudes, revenus de placements, frais d'accès aux usagers, recouvrements de coûts et autres revenus. La CCN prélève les crédits parlementaires accordés par le Parlement en fonction des dépenses réelles de l'année dernière tel que fourni au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas contraintes par une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus ou à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas applicable.

Des détails additionnels quant à l'utilisation des crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2016 (note 10).

États financiers non audités

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2016

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

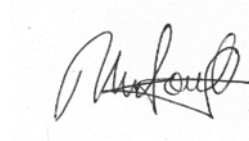
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Mark Kristmanson, Ph.D.

Le directeur général, Services généraux et
chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 26 août 2016

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

	30 juin 2016	31 mars 2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie (note 3)	84 039	92 648
Trésorerie affectée au train léger sur rail (note 4)	62 622	62 465
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	3 275	5 346
Autres	3 155	3 785
Placements (note 3)	19 057	18 987
	172 148	183 231
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	341	4 876
Autres	10 317	14 361
Train léger sur rail (note 4)	59 745	59 800
Provision pour nettoyage environnemental	50 401	50 345
Revenus reportés (note 5)	13 865	12 412
Avantages sociaux futurs (note 6)	4 463	4 551
Autres passifs (note 7)	6 381	1 856
	145 513	148 201
ACTIFS FINANCIERS NETS	26 635	35 030
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	607 742	608 254
Frais payés d'avance	9 544	2 472
Autres actifs non financiers	2 305	2 350
	619 591	613 076
EXCÉDENT ACCUMULÉ	646 226	648 106

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)

Pour la période terminée le 30 juin
(en milliers de dollars)

	2016-2017 Budget annuel (note 2)	2016 Réel	2015 Réel
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	22 508	5 854	5 973
Intérêts	2 041	428	461
Commandites monétaires	-	-	124
Sous-location du siège social	2 277	544	618
Frais d'accès aux usagers	2 587	511	490
Recouvrements	8 453	698	431
Autres revenus	11 957	152	218
	49 823	8 187	8 315
CHARGES (note 9)			
Planification de la capitale	3 053	771	928
Intendance et protection de la capitale	94 368	20 125	19 046
Services internes	32 718	7 726	7 781
	130 139	28 622	27 755
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(80 316)	(20 435)	(19 440)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 10)	67 806	14 462	16 731
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 10)	22 399	4 093	5 640
	90 205	18 555	22 371
(Déficit) excédent de la période	9 889	(1 880)	2 931
Excédent accumulé au début de la période	649 815	648 106	645 779
Excédent accumulé à la fin de la période	659 704	646 226	648 710

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour la période terminée le 30 juin

(en milliers de dollars)

	2016-2017 Budget annuel (note 2)	2016 Réel	2015 Réel
(Déficit) excédent de la période	9 889	(1 880)	2 931
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 8)	(47 025)	(3 619)	(4 663)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	17 934	4 129	4 244
Perte nette/(gain net) sur la cession d'immobilisations corporelles	(11 472)	2	(117)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	16 389	-	119
	(24 174)	512	(417)
Variation des frais payés d'avance	-	(7 072)	(2 055)
Variation des autres actifs non financiers	177	45	44
	177	(7 027)	(2 011)
(Diminution) augmentation des actifs financiers nets	(14 108)	(8 395)	503
Actifs financiers nets au début de la période	37 197	35 030	46 564
Actifs financiers nets à la fin de la période	23 089	26 635	47 067

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

Pour la période terminée le 30 juin
(en milliers de dollars)

2016 2015

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	13 118	12 430
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	6 792	4 519
Rentrées de fonds provenant des autres activités	3 005	1 405
Paievements aux fournisseurs	(19 644)	(17 249)
Paievements aux employés	(10 121)	(9 151)
Intérêts reçus	628	654
Déboursés relatifs aux sites contaminés	(254)	(141)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(6 476)	(7 533)

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	3 093	3 944
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(5 084)	(4 419)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	119
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(1)	(125)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(1 992)	(481)

ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	157	204
Acquisition de placements	(141)	(595)
Encaissement de placements	-	400
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	16	9

Diminution de la trésorerie (8 452) (8 005)

Trésorerie au début de la période 155 113 165 664

Trésorerie à la fin de la période 146 661 157 659

Représentés par:

Trésorerie	84 039	89 347
Trésorerie affectée au train léger sur rail	62 622	68 312
	146 661	157 659

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a adopté tous les aspects de la directive.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2016.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par le truchement de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, les échanges de terrain non réglés, les provisions pour nettoyage environnemental, les avantages

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

30 juin 2016

sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2016-2017, présentées dans le *Plan d'entreprise 2016-2017 à 2020-2021*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE

Au 30 juin 2016, la trésorerie inclut 84,0 millions de dollars (92,6 millions au 31 mars 2016) d'encaisse, investit à un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,2 p. 100 (1,2 p. 100 au 31 mars 2016).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2016, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,1 millions de dollars (19,0 millions au 31 mars 2016) investit à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,8 p. 100 (3,8 p. 100 au 31 mars 2016).

(en milliers de dollars)	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Coût	Cours du marché	Coût	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 057	20 646	18 987	20 522
	19 057	20 646	18 987	20 522

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2016, parmi la trésorerie, 48,2 millions de dollars (47,9 millions au 31 mars 2016) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

30 juin 2016

4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente le solde des sommes reçues, ainsi que les intérêts nets gagnés à ce jour. Des intérêts nets de 0,2 million de dollars (0,2 million au 30 juin 2015) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie affectée au train léger sur rail » et le poste de passifs « Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie affectée au train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	31 mars 2016	Intérêts	30 juin 2016
Dépôt de garantie	50 994	128	51 122
Dépôt d'exécution	11 471	29	11 500
Total	62 465	157	62 622

Au 30 juin 2016, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,2 million de dollars (0,6 million au 30 juin 2015) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée. Le poste de passif « Train léger sur rail » a donc été réduit conséquemment et totalise 59,7 millions de dollars (59,8 millions au 31 mars 2016).

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	30 juin 2016	31 mars 2016
Revenus de location reportés	7 841	8 278
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	3 241	2 795
Autres revenus reportés	2 783	1 339
	13 865	12 412

Les revenus de location reportés à long terme correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de baux de location de terrains. La valeur actualisée a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

30 juin 2016

6. Avantages sociaux futurs

Les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler à la signature de la convention collective, en février 2013. Les indemnités de départ au 30 juin 2016 représentent l'obligation pour les employés ayant retardé l'encaissement jusqu'à leur départ.

La CCN verse des indemnités pour accidents de travail fixées selon des prestations établies par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario. La valeur de l'obligation au titre des indemnités pour accidents de travail est établie à partir des données actuarielles de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario. La CCN offre des prestations pour congé de maladie à ses employés et estime son obligation en fonction de la probabilité d'utilisation établie selon les données historiques.

L'obligation au titre des indemnités constituées en vertu de ces régimes s'élève à 4,5 millions de dollars (4,6 millions au 31 mars 2016) et elle est présentée dans le tableau qui suit. Ces régimes d'avantages sociaux n'étant pas capitalisés, ils ne détiennent aucun actif et présentent un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs de la CCN et au moyen de ses autres sources de revenus.

(en milliers de dollars)

	30 juin 2016	31 mars 2016
Obligation au titre des indemnités constituées au début de la période	4 551	3 674
Coût des services rendus au cours de la période	-	1 650
Indemnités versées au cours de la période	(88)	(773)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de la période	4 463	4 551

7. Autres passifs

Les autres passifs sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	30 juin 2016	31 mars 2016
Incitatif de location reporté	5 191	669
Échange de terrains non réglé ¹	1 000	1 000
Expropriation foncière non réglée ²	190	187
	6 381	1 856

1. L'échange de terrain non réglé sera complété lorsque le tier impliqué dans l'échange sera prêt à recevoir les biens et/ou les services en vertu de l'entente.

2. L'expropriation foncière non réglée est payable sur demande.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

30 juin 2016

8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				Valeur comptable nette au 30 juin 2016	Valeur comptable nette au 31 mars 2016
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture		
Terrains ¹	299 736	103	7	299 832	-	-	-	-	299 832	299 736
Immeubles et infrastructures ²	736 539	3 488	30	739 997	436 365	3 805	35	440 135	299 862	300 174
Améliorations locatives	12 491	-	-	12 491	9 368	160	-	9 528	2 963	3 123
Matériel ²	16 910	28	-	16 938	11 689	164	-	11 853	5 085	5 221
	1 065 676	3 619	37	1 069 258	457 422	4 129	35	461 516	607 742	608 254

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2016) d'expropriation foncière et d'échange de terrains non réglé.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures et matériel informatique et logiciels incluent 21,4 millions de dollars (18,2 millions au 31 mars 2016) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

3. Au 30 juin 2016, aucun actif destiné à la vente n'a été présenté séparément.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

30 juin 2016

9. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

(en milliers de dollars)	2016-2017 Budget annuel (note 2)	30 juin 2016	30 juin 2015
Biens et services	61 790	13 087	12 380
Salaires et avantages sociaux	41 082	9 132	8 850
Amortissement	17 934	4 129	4 244
Paievements tenant lieu d'impôts fonciers	9 333	2 272	2 281
Perte nette sur la cession d'immobilisations corporelles	-	2	-
	130 139	28 622	27 755

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles mais plutôt comme charges et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 30 juin 2016, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,7 million de dollars (29 000 dollars au 30 juin 2015).

10. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)

	30 juin 2016	30 juin 2015
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	14 462	11 509
Montant à recevoir à la fin de la période	-	5 222
	14 462	16 731
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	4 093	3 944
Montant à recevoir à la fin de la période	-	1 696
	4 093	5 640
Crédits parlementaires constatés au cours de la période	18 555	22 371

1. En date du 30 juin 2016 et 2015, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2017 et 2016 totalisaient 66,4 millions et 69,1 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2016 et 2015, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2017 et 2016 totalisaient 22,4 millions et 23,6 millions de dollars respectivement.